

Aquino de Bragança, qui a bien connu le cheikh Karumé, avant son assassinat à Zanzibar, rappelle ici quelle est la situation dans « l'île heureuse » depuis son rattachement à la République de Tanzanie.

# ZANZIBAR: LA FIN D'UN JACOBIN NOIR

PAR AQUINO DE BRAGANÇA

● Le cheikh Abeid Amani Rachid Karumé, président du Conseil révolutionnaire de Zanzibar, a été assassiné le 8 avril au siège du parti unique, l'A.S.P. (Afro-Shirazi Party). Le président Julius Nyeréré, venu assister aux obsèques, a désigné le « modéré » Mwinyi Aboud Jumbe, un ancien instituteur, confident et proche collaborateur du défunt, au poste de premier vice-président de la Fédération et chef de l'exécutif à Zanzibar.

Un groupe d'émigrés politiques — partisans de l'ancien régime — installés à Dubai, petite principauté de la péninsule arabique, avait revendiqué la responsabilité de l'assassinat. Aujourd'hui, cependant, l'identité de l'homme qui a abattu le cheikh Karumé et s'est ensuite donné la mort est connue.

Le président Julius Nyeréré aurait déclaré à ses proches que l'assassinat du cheikh Karumé était un « règlement de compte personnel ». C'est peut-être vrai.

Le père du jeune lieutenant, Muhammed Humud, qui a assassiné Rachid Karumé, était un militant nationaliste. Il avait abattu, à l'époque coloniale — en 1953 —, un inspecteur de police. Condamné à mort, il avait été ensuite gracié par le sultan. Libéré finalement à la suite de la révolution de 1964, il avait été arrêté de nouveau et accusé d'avoir comploté contre la vie du cheikh Karumé. Le 19 décembre dernier, cependant, le président du Conseil révolutionnaire de Zanzibar avait pris la décision de fermer toutes les prisons après avoir libéré les détenus, lesquels avaient signé auparavant un engagement approuvant la peine de mort en cas de récidive.

Ce fut un jour de fête. Hélas ! Le jeune lieutenant Hamud, qui vouait un véritable culte à son père, apprenait de la bouche d'un des ex-prisonniers que celui-ci était mort en prison, sauvagement torturé par des gardiens.

Profondément bouleversé par cette révélation, Hamud s'était juré de venger la mort de son père et il demanda alors à un de ses amis — le capitaine Ahmada Mohammed Ali — de l'aider à exécuter son dessein.

Les deux hommes — sortis tous deux d'une académie soviétique — étaient des anciens militants du parti marxisant U.M.M.A., dissous en 1964, et dont le leader était alors le cheikh Mohammed Abderrahman Babu, considéré comme



Le « vieux » Karumé. Une popularité malgré tout intacte.

le « véritable cerveau » de la révolution dans la petite île de Zanzibar.

Mais c'est un autre ex-militant de l'U.M.M.A., le colonel Ali Mafud, homme de confiance du président Nyeréré, qui a donné la chasse, avec l'aide d'un détachement des forces armées, aux trois militaires qui avaient essayé vainement de « couvrir » le lieutenant Humud.

Dix autres officiers — tous anciens militants de l'U.M.M.A. — ont également été arrêtés. Aujourd'hui, les autorités fédérales laissent entendre qu'une autre personne aurait pu encourager le meurtrier.

## UN ANCIEN MATELOT

Cependant, le cheikh « Babu », lequel, deux années plus tôt, occupait un poste important dans le gouvernement fédéral, était, lui aussi, arrêté. Fallait-il donc voir en lui l'« inspirateur » du complot ourdi contre le « vieux » Karumé ?

Ou s'agit-il d'une manœuvre qui pourrait permettre de modifier l'orientation politique de Zanzibar ? Il paraît encore prématuré de choisir une option.

Fils d'une famille de paysans pauvres venue du lointain Nyassaland (Malawi) vers les rivages de « l'île heureuse », le jeune Rachid Karumé — il avait à peine

15 ans — fut contraint d'abandonner l'école pour gagner sa vie. Il choisit un métier peu confortable, qui marquera profondément sa personnalité rebelle : il devient matelot et travaillera pendant dix-huit longues années à bord des navires sous l'autorité de capitaines « blancs » de la marine marchande britannique.

En 1938, il a 33 ans et est un marin expérimenté, mais fatigué, dit-il, « de faire le tour du monde pour le compte des Blancs ».

Devenu alors propriétaire d'une petite entreprise de navigation, Karumé n'abandonne pourtant pas ses vieux camarades de la mer. Il milite dans un syndicat de marins à Zanzibar et se révèle très vite un habile meneur d'hommes.

En 1954, le cheikh Rachid Karumé a 50 ans et est déjà une figure populaire dans les milieux africains... Il postule un poste de conseiller municipal dans la capitale. Elu avec une majorité écrasante, il est coopté à la présidence de la très active Association africaine — organisation de bienfaisance défendant les intérêts de la majorité africaine.

Le cheikh comprend alors que, pour s'opposer à l'hégémonie de la minorité féodale arabe (17 % de la population) qui dominait la vie politique du pays, il fallait s'allier avec l'Association Shirazi groupant les citoyens de souche afro-



Des médecins chinois à Zanzibar. Apprendre aussi à cultiver le riz.

Sipahoglu

mienne. Trois années plus tard, l'ingénérable Karumé a réussi à unir les deux associations. Une formation de type nouveau était née, le parti Afro-Shirazi. Celui-ci engageant alors un combat populaire contre le règne des petits sultans venus de la lointaine Mascate, dans le golfe Arabe, et qui dominaient le, grâce à la protection de Sa Majesté itannique.

### UN NATIONALISME AGRESSIF

Autodidacte, professant un nationalisme agressif, Karumé se méfiait des intellectuels, tout en sachant utiliser leurs services pour s'imposer rapidement comme le seul et véritable « patron » du parti Afro-Shirazi. Quant à la minorité indo-pakistanaise — Karumé ne cachait pas son mépris envers ces étrangers qui contrôlaient le commerce du pays mais étaient indifférents aux aspirations légitimes des masses africaines reléguées dans les plantations de girofliers ou dans ces lugubres bidonvilles de la capitale.

En 1963 — après soixante-treize années de protectorat britannique — le gouvernement de Sa Majesté se décidait à accorder l'indépendance à Zanzibar. Des élections générales étaient organisées. Malgré les tracasseries de l'administration coloniale, elles donnaient une victoire éclatante à l'opposition Afro-Shirazi. Le parti du cheikh Karumé emportait 54 % des voix, mais seulement 13 sièges à l'Assemblée nationale (contre 18 à des concurrents et partisans de l'establishment — le Zanzibar Nationalist Party (Z.A.P.) et le Zanzibar and People's Party (Z.P.P.).

Exclus du gouvernement formé en décembre de la même année à la suite de ces élections truquées, le cheikh Karumé et ses amis aboutirent alors à la conclusion qu'« il fallait renverser — si nécessaire par la force des armes — le régime peu éclairé du sultan Seyyid Jamshid Bin Abdallah, pour arriver au pouvoir... ».

L'action était déclenchée aux premières heures de la matinée du 12 janvier 1964 et, rapidement, les insurgés parvenaient à prendre d'assaut la station de radio, le central téléphonique et les postes de police. L'aéroport international était bloqué. A 8 heures du

matin, les assaillants étaient maîtres de la situation et avaient le contrôle de l'île tout entière.

Certes, le chef du gouvernement, cheikh Mohammed Shamte Hamadi, avait proclamé l'état d'urgence, mais le pouvoir ne disposait pas d'une armée pour mater la révolte !

Le sultan Seyyid Jamshid espérait cependant reprendre le contrôle de la situation grâce à l'aide généreuse de l'ex-puissance coloniale... Londres confirmait alors qu'une requête d'assistance militaire lui avait été adressée mais un porte-parole du ministre de la Défense déclarait que « l'envoi de troupes n'était pas envisagé pour le moment »...

### LES TEMPS AVAIENT CHANGE

Quoi qu'il en soit, la révolution était victorieuse dans la soirée de cette journée agitée du 12 janvier 1964 et la République populaire proclamée à Zanzibar et Pemba.

Il y avait eu trois morts et une quarantaine de blessés parmi lesquels aucun Européen.

Le porte-parole du nouveau gouvernement révolutionnaire, le ministre des Affaires étrangères cheikh Mohammed Abdul Rahman Babu, annonçait alors qu'il « entendait suivre une politique amicale avec tous les pays du monde, et invitait les puissances étrangères à ne pas s'immiscer dans les affaires de Zanzibar ».

C'est alors qu'en avril 1964 le Conseil révolutionnaire de Zanzibar surprenait les observateurs africains en annonçant l'union de l'île avec la République du Tanganyika pour former la République unie de Tanzanie...

On épilouva alors beaucoup, dans la presse occidentale, sur les raisons cachées qui auraient amené les dirigeants des deux pays à envisager cette union.

De bonnes âmes laissèrent entendre que Julius Nyeréré aurait redouté l'imminence d'un coup d'Etat à Zanzibar et la prise de pouvoir par l'aile marchante de la révolution « dirigée par le pro-chinois cheikh Rahman Babu », révolte qui aurait pu ensuite s'étendre au continent.

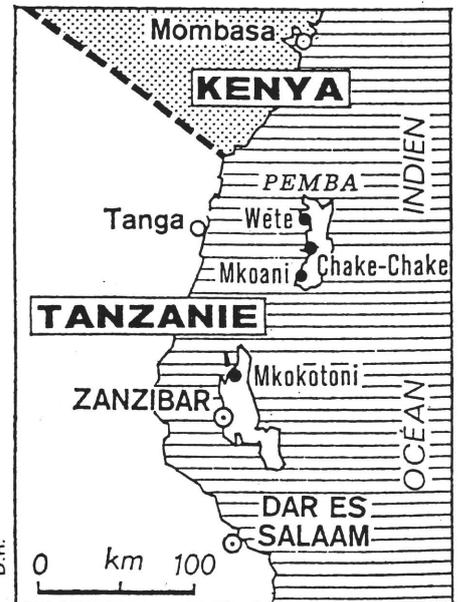
Le président du Tanganyika aurait alors convaincu le « modéré » cheikh Karumé d'accepter sa « protection » en se fédérant avec le Tanganyika, pour barrer la route aux « extrémistes de gauche » et sauver son régime.

Les choses étaient en réalité beaucoup plus simples :

- Le gros de la population de Zanzibar était de souche africaine — notamment des paysans émigrés de la voisine Tanganyika. Elle était acquise aux idéaux pan-africanistes, prônés par les deux gouvernements.

- L'île — une base flottante dans l'océan Indien — était convoitée par les grandes puissances. Celles-ci regardaient d'un mauvais œil le « virage à gauche » des nouveaux tenants du pouvoir à Zanzibar.

Effectivement, un flot de nationalisations avait pratiquement mis fin à la présence occidentale. Le nouveau régime révolutionnaire avait reconnu la République démocratique allemande. La Chine populaire lui avait immédiatement accordé un prêt de 178 500 livres et s'était engagée à former ses premiers cadres militaires tandis qu'étaient expulsés de l'île les techniciens américains installés à Zanzibar par la N.A.S.A.



La République de Tanzanie. Les choses étaient en réalité beaucoup plus simples.

Ces « gestes » non conformistes inquiétaient sérieusement les stratèges anglo-américains.

Comment répondre à la menace impérialiste ? Comment empêcher la recolonisation de l'île ? s'étaient alors demandé les dirigeants révolutionnaires de Zanzibar.

Une alliance organique avec le Tanganyika indépendant et non aligné sur l'Occident leur semblait être la seule réponse à cette question angoissante.

Évoquant ces raisons d'ordre géo-

politique, le cheikh Babu soulignait devant nous, à cette époque, que les dirigeants du nouveau régime avaient aussi tenu compte de la « non-viabilité d'un Zanzibar indépendant » (350 000 habitants, 260 000 hectares), dont l'économie était alors axée exclusivement sur la monoculture de 4 millions de girofliers (plus de 80 % de la production mondiale).

Mais le rapprochement entre les deux pays se traduisait par un certain glissement à droite pour Zanzibar. La promotion du jeune vice-président Kassim Hanga, chef de file de l'aile gauche de l'A.S.P., appelé à collaborer au gouvernement central, la nomination de « Babu » et de certains de ses amis à des postes fédéraux, consolidaient la position du « centriste » Karumé. Il arriva ainsi à concentrer dans ses mains l'essentiel du pouvoir et à conserver un degré d'autonomie interne pour l'île très supérieur à celui que prévoyait l'acte d'union.

Néanmoins, la « radicalisation » de la révolution à Zanzibar s'affirmait chaque jour. Le Conseil révolutionnaire, que présidait le cheikh Karumé, introduisait une réforme agraire qui accordait à chaque citoyen une parcelle de 1,2 hectare, après avoir supprimé les grandes plantations latifundiaires. Trois années plus tard, 27 000 hectares avaient été distribués aux paysans sans terre et aux ouvriers agricoles.

Parallèlement, quatre grandes fermes d'Etat, créées grâce à l'aide de la Chine populaire, produisaient sucre, tabac et autres produits agricoles mettant fin à la traditionnelle monoculture du giroflier. Les techniciens chinois initiaient les paysans à la culture du riz et, quand nous avons pu visiter, en 1968, une de ces rizières, ils nous assuraient que, dans un avenir proche, l'île n'aurait plus besoin d'importer le riz qui restait jusqu'alors rationné.

L'auteur de ce « miracle » était un jeune « radical » de l'A.S.P., le ministre de l'Agriculture, Hassan Moyo, membre du Conseil révolutionnaire, tandis qu'Ali Sultan, ex-dirigeant de l'U.M.M.A. et ministre de l'Education, était l'artisan d'une profonde réforme de l'enseignement rendant la scolarisation — réservée jadis aux seules élites arabes et asiatiques — gratuite et obligatoire.

Avec l'aide de la République démocratique allemande, le Conseil révolutionnaire avait lancé un vaste projet de construction de bâtiments en dur. Un millier d'appartements avaient été achevés dans les deux îles (Zanzibar et Pemba), sur les lieux où se trouvaient les bidonvilles, et attribués gratuitement aux squatters qui occupaient précédemment les lieux.

C'est indiscutablement un bilan positif de la révolution à Zanzibar.

Le prix payé en fut peut-être cependant un peu trop lourd du fait de la gestion autoritaire, brouillonne, voire capricieuse, du tout-puissant cheikh Karumé. L'obsession malade de l'ancien matelot à détruire les bidonvilles pour donner à chaque citoyen un toit en dur avait absorbé au cours des dernières années 70 % du budget national. Le morcellement des terres avait satisfait une passion égalitaire mais les avait rendues parfois non rentables. Certes les clous de girofle se vendent bien sur le marché mondial mais la production céréalière demeurait insuffisante, obligeant le régime à rationner le riz, le sucre... qui auraient pu être achetés sur le continent (Tanganyika) si Karumé avait autorisé la libre circulation des marchandises dans la fédération tanzanienne.

### LE « VIEUX » ETAIT TETU

Mais le « vieux » cheikh était un homme tétu. Il aimait disposer autrement des deniers publics.

En 1971, si l'on en croit les mauvaises langues, il aurait accordé un prêt de 6 000 livres sterling à chaque membre de son Conseil de la révolution afin qu'il se fasse construire une villa ! Il avait fait un don de 3 millions de livres sterling pour défendre la République islamique du Pakistan, de son ami Ali Bhutto. Son vieil et riche ami Kenyatta recevait, lui, un million de livres sterling comme aide pour les sinistrés de la famine qui avait sévi récemment au Kenya.

Certes, le « vieux » Karumé aimait son peuple et se voulait un homme populaire (il faisait régulièrement de généreux dons aux nombreux clubs de football !...). Mais il ne pardonnait pas à ceux qui avaient, un jour ou l'autre, porté ombrage à son pouvoir.

Abdul Aziz Twala, son ministre des Finances, qui avait osé le critiquer..., fut arrêté et attendait encore son jugement. L'ex-vice-président Kassim Hanga avait déclaré que des officiers l'avaient sollicité pour se préparer à la succession du « vieux » cheikh. Il fut également arrêté, en 1968, avec un ancien ministre de l'Education, Othman Shariff. Les deux hommes furent accusés de comploter contre le régime et exécutés sans jugement. Pendant les neuf longues années du régime autoritaire, quatre tentatives notoires de coup d'Etat furent constatées — les unes inspirées par la gauche, les autres par la droite — pour renverser le pouvoir.

Arrestations, procès, exécutions furent à l'ordre du jour au cours de ces années ardentes. Mais elles n'avaient pas affecté la popularité du cheikh auprès de l'homme de la rue, pour qui ce jacobin noir restait et restera l'homme qui s'est battu pour son émancipation et sa dignité.

AQUINO DE BRAGANÇA

A.F.P.

Cheikh Mohammed Babu. Une manœuvre ?